

## **Sortir de l'Euro : solution ou impasse ?**

2011 / Texte du M'PEP

---

### **SORTIR DE L'EURO : SOLUTION OU IMPASSE ?**

*Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP).*

*Le 17 janvier 2011.*

**Tel était le titre des trois pages consacrées, pour la première fois par le journal *L'Humanité* (15 janvier 2011), à l'interrogation sur la sortie de l'euro. Certes, ce n'était pas encore un débat, mais quatre tribunes auxquelles le M'PEP répondra bientôt :**

**Une tribune défendait la sortie de l'euro, rédigée par Jacques Nikonoff, porte-parole du M'PEP et ex-président d'Attac, ancien Attaché financier à New York.**

- [« \*\*Sortons de l'euro pour mener de vraies politiques de gauche !\*\* »](#) (Par Jacques Nikonoff).

**Trois tribunes défendaient le maintien dans l'euro, rédigées par Pierre-Alain Muet, député du Rhône, président du conseil économique du Parti socialiste ; Denis Durand, membre de la commission économique du Parti communiste français ; Pierre Khalfa, porte-parole de l'Union syndicale solidaire, membre du conseil scientifique d'Attac.**

- [« \*\*Une erreur pour la France et l'Europe\*\* »](#) (Par Pierre-Alain Muet).
  - [« \*\*Une tentation illusoire, car la pression des marchés serait accrue\*\* »](#) (Par Denis Durand).
  - [« \*\*Vouloir quitter la monnaie unique est un mirage dangereux\*\* »](#) (Par Pierre Khalfa).
- 

Ces textes sont présentés ci-dessous

---

### **SORTONS DE L'EURO POUR MENER DE VRAIES POLITIQUES DE GAUCHE ! Par J. Nikonoff**

*Par Jacques Nikonoff, porte-parole du Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP) et ex-président d'Attac. Ancien Attaché financier à New York. Auteur de « Sortons de l'euro, vite ! », Mille-et-une-nuits (début mars 2011).*

**Les pays voulant stopper l'hyper-austérité et conduire de vraies politiques de gauche n'ont pas d'autre choix que de mobiliser les citoyens pour sortir de l'euro.**

**1 : La zone euro n'a jamais été et ne sera jamais une « zone monétaire optimale ».**

**Cinq critères sur lesquelles s'accordent les économistes sont nécessaires. Aucun n'était réuni à la création de l'euro, ni dix ans après : accord politique (large convergence sur les priorités de la politique macroéconomique) ; structures économiques suffisamment proches ; diversification de la production ; mobilité géographique des facteurs de production ; budget central important et mécanismes de redistribution.**

**2 : L'euro n'a tenu aucune des promesses faites par ses partisans et ne les tiendra pas plus à l'avenir.**

**Inflation et taux de change euro/dollar instable. L'euro « fort » divise l'Allemagne (qui y a intérêt), et les autres pays (qui cherchent à le faire baisser). N'y parvenant pas, ils écrasent les salaires et l'emploi, délocalisent, transforment l'euro en rouleau compresseur de la protection sociale pour être « compétitifs ». Une politique monétaire unique s'est appliquée à des situations nationales différentes. Les taux d'intérêt vont du simple au quintuple selon les pays. « Bouclier » de carton-pâte, l'euro attire la spéculation car il est engagé dans une course effrénée à l'attraction des capitaux. L'union monétaire devait déboucher sur l'union politique ; en réalité l'inverse s'est produit, partout les forces nationalistes, xénophobes, racistes, d'extrême droite progressent dans l'Union européenne (UE).**

**3 : L'euro confirme toutes les tares qui avaient été dénoncées par ceux qui avaient défendu le « non » de gauche à la monnaie unique lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992.**

**L'euro n'avait pas qu'une vocation monétaire, il était un prétexte pour forcer la main aux États et les contraindre à s'engager dans une voie fédéraliste. Il devait être la pièce centrale de la « dictature » des marchés financiers et de l'instauration d'un ordre monétaire néolibéral. La Banque centrale européenne (BCE) échappant à tout contrôle démocratique, l'euro était conçu comme vecteur de l'accélération de la circulation du capital au service exclusif des intérêts des classes dirigeantes.**

**Les mauvaises « solutions ».**

**Certains veulent un nouveau traité pour que, notamment, la BCE achète directement des obligations des États. Ce n'est pas crédible, en tout cas dans un délai bref. Car pour changer les traités il faut obtenir l'accord des Vingt-Sept. Comment croire que ces pays, dirigés par la droite ou la « gauche » social-libérale, se transmutent brutalement pour mener une politique de gauche à l'échelle européenne alors qu'ils mènent des politiques très à droite dans leurs pays respectifs ?**

**Ne pas laisser la bataille pour la sortie de l'euro dans les mains de l'extrême droite et des gaullistes de droite.**

**La gauche doit combattre clairement et frontalement l'UE qui fait partie des piliers de l'ordre néolibéral mondial, au même titre que l'OTAN, la Banque mondiale, le FMI, l'OMC et l'OCDE. La sortie de l'euro est une revendication de gauche qui permet de sortir de l'ordre monétaire néolibéral et de repolitiser la politique monétaire. Elle est la suite logique des combats de 1992 et 2005.**

**Si la sortie de l'euro est la condition nécessaire à des politiques de gauche, elle n'est pas suffisante.**

**Il faudra :**

- **Annoncer le défaut de paiement et restructurer la dette.**
- **Dévaluer.**
- **Financer une partie de la dette publique par la politique monétaire.**
- **Nationaliser les banques et les compagnies d'assurance.**
- **Démanteler les marchés financiers spéculatifs, fermer les marchés obligataires, organiser le dépérissement de la Bourse.**
- **Contrôler les changes et les mouvements de capitaux.**
- **Lancer une nouvelle politique économique fondée sur le droit opposable à l'emploi, des mesures protectionnistes dans le cadre universaliste de la Charte de La Havane, une mutation écologique du mode de production.**

- Agir pour une monnaie commune.
- Désobéir à l'UE.

Un pays qui appliquerait ce programme susciterait l'enthousiasme et un puissant effet d'entraînement.

### **UNE ERREUR POUR LA FRANCE ET L'EUROPE. Par P-A Muet**

*Par Pierre-Alain Muet, député du Rhône, président du conseil économique du PS.*

La sortie de l'euro serait une gigantesque erreur. Une erreur pour notre pays, d'abord, dont les difficultés économiques et financières n'ont rien à voir avec l'euro, un peu avec la crise et beaucoup avec la politique économique désastreuse conduite par les gouvernements de droite au pouvoir depuis 2002. Une erreur pour l'Europe, ensuite, car l'éclatement de la zone euro signifierait l'acte de décès de la seule avancée politique - bien incomplète .pourtant - réalisée depuis vingt ans. Livrées à la guerre des monnaies et à la spéculation sur les monnaies nationales, les nations européennes s'enfonceraient un peu plus dans une politique du chacun pour soi, reproduisant les erreurs de la grande dépression des années trente.

Mais la crise de l'euro montre aussi qu'il n'existe-pas d'union monétaire durable sans solidarité forte entre les États membres. La logique d'une union monétaire n'est pas la concurrence et encore-moins la guerre économique entre États, mais la solidarité. C'est pour l'avoir oublié que la zone euro est confrontée aujourd'hui à une crise majeure. Et ce n'est pas en s'enfonçant dans des politiques aveugles d'austérité qui prolongeront la dépression que l'on résoudra le problème de la dette. Pourquoi sortir de l'euro ? Pour résoudre un problème de compétitivité ? De chômage ? De croissance ? De pouvoir d'achat ? De dette et de déficit ? Le problème actuel de compétitivité de la France n'est pas une question de coût salarial trop élevé, mais d'absence d'une véritable politique industrielle. L'euro empêcherait-il la croissance, l'emploi et la progression du pouvoir d'achat ? De 1997 à 2002, la gauche a, par une politique volontariste axée sur la création d'emplois (emplois-jeunes, 35 heures...), créé les conditions d'une croissance forte qui a réduit le chômage et les déficits publics et engendré une forte progression du pouvoir d'achat (plus de 3% par an, en moyenne). Si la .situation s'est inversée depuis 2002, avec le creusement des déficits extérieurs et publics, l'envolée de la dette et du chômage et la stagnation du pouvoir d'achat, ce n'est pas en raison de l'euro, mais de la politique conduite par les gouvernements de droite successifs. Résoudre ces problèmes suppose, certes, un changement radical de politique... en France ! Pendant une décennie, l'euro a apporté à tous les pays de la zone, notamment aux pays de l'Europe du Sud, des taux d'intérêt très bas et la possibilité de s'endetter - parfois de façon excessive - sans en subir les effets négatifs en termes de hausse des taux d'intérêt. La crise de la dette, née des doutes sur la solidarité financière entre États européens, a fait éclater cette situation. Ce n'est pas l'euro qui impose aujourd'hui une cure d'austérité excessive à la Grèce, c'est la défiance des marchés financiers - qui a fait exploser les taux d'intérêt - et l'incapacité de l'Europe à mettre en place des politiques coordonnées pour éviter la spirale dépressive des politiques d'austérité. La dévaluation qui résulterait d'une sortie de l'euro allégerait peut-être transitoirement le problème de compétitivité de la Grèce, mais elle serait désastreuse pour ce pays en termes d'augmentation de la dette et de taux d'intérêt. Si on veut sortir d'une situation où les marchés jouent contre les États les uns après les autres, il est temps que l'Europe assume pleinement la solidarité qu'implique une union monétaire. Cela nécessite trois changements majeurs. Tout d'abord, « européeniser » une part importante des dettes des États jusqu'à 60% de leur PIB. De nombreuses propositions ont émergé en ce sens ces dernières semaines. Cette dette « européenisée » permettrait aux pays les plus endettés d'alléger le fardeau de leur dette. Ensuite, mettre en œuvre une véritable coordination des politiques économiques dans la zone euro pour réduire les déficits sans sacrifier la croissance. L'Allemagne, qui a un excédent extérieur considérable, devrait jouer le rôle de locomotive en stimulant sa demande intérieure pour alléger la contrainte sur les pays endettés, qui ont

**besoin de croissance. Enfin, avancer réellement dans la régulation des marchés financiers, alors que depuis la crise de grands discours ont été tenus, mais rien n'a été fait.**

## **UNE TENTATION ILLUSOIRE, CAR LA PRESSION DES MARCHÉS SERAIT ACCRUE.**

**Par D. Durand**

*Par Denis Durand, membre de la commission économique du PCF.*

À la veille du traité de Maastricht, les partisans de la monnaie unique, surtout à gauche, présentaient son adoption comme un moyen simple et évident d'échapper à l'emprise des marchés : « Supprimez la lire, la peseta, le franc, le Deutsche Mark, et vous supprimerez automatiquement la spéculation contre les monnaies européennes... » Vingt ans après, la spéculation n'a pas disparu : elle vise maintenant l'euro et le dollar. La dictature des marchés financiers n'a jamais été aussi forte, elle va jusqu'à menacer l'existence de l'euro lui-même ! Loin de se réduire, la fracture entre une Allemagne dominatrice et des économies « périphériques », vulnérables à tous les aléas de la crise, n'a fait que s'accroître avec la perte des marges de manœuvre procurées par les possibilités d'ajustement à la hausse ou à la baisse des monnaies.

Devant l'impasse évidente de la construction monétaire actuelle, voici revenir, surtout à l'extrême droite mais aussi parfois à gauche, la tentation de solutions apparemment simples et évidentes : « Sortons de l'euro, et nous échapperons ainsi aux pressions des marchés financiers ! ». Cette tentation est aussi illusoire que l'autre. L'effet immédiat d'une sortie de l'euro serait une dévaluation de la monnaie nationale, donc une hausse dans les mêmes proportions de la dette libellée en euros : la pression des marchés en serait encore accrue. À terme, pour espérer recouvrer un jour sa compétitivité, le pays devrait en passer par une baisse du pouvoir d'achat de ses habitants : le remède serait pire que le mal. Mais le plus grand danger d'un éclatement de l'union monétaire européenne serait l'abandon de toute solidarité face à la domination du dollar - et face à celle des marchés financiers, qui lui est intimement liée depuis trente ans. Les États se concurrenceraient à coups de « dévaluations compétitives » et l'hégémonie monétaire des États-Unis sur l'Europe se ferait encore plus lourde, selon le principe « *diviser pour régner* ». Les États latino-américains les plus progressistes savent à quel point l'absence d'union monétaire les rend vulnérables face au géant du Nord, et c'est pourquoi ils s'efforcent de développer leur coopération autour d'une monnaie commune de la région. Décidément, il n'y a pas de remède magique pour échapper aux marchés financiers et pour sortir de l'impasse d'une construction monétaire à leur service.

Fuite en avant dans la construction d'un État fédéral européen - c'était la conception de l'union monétaire européenne soutenue par les élites françaises, et c'est encore ce qui inspire les propositions de constitution d'un « *gouvernement économique européen* » ; fuite devant le combat pour changer l'Europe, y compris dans sa dimension monétaire : ces positions, apparemment antagoniques, expriment au fond la même conception surannée - selon laquelle le pouvoir des États pourrait s'imposer aux marchés sans conquête de pouvoirs nouveaux, décentralisés - des citoyens sur l'argent, sa création et son utilisation. Il faut avoir le courage de dire que la sortie de la crise ne se fera pas sans luttes sociales et politiques. Luttés pour mobiliser le pouvoir de création monétaire de la BCE, et libérer ainsi de la pression des marchés financiers le financement des services publics : la campagne décidée par le congrès du Parti de la gauche européenne pour un fonds de développement social européen nous en fournit la possibilité, à condition d'exiger que la BCE achète directement les titres émis par ce fonds, et d'être très vigilants sur les critères d'utilisation de la monnaie ainsi créée. Luttés pour remettre en question l'hégémonie du dollar, dans une nouvelle alliance de l'Union européenne avec les pays émergents, vers la constitution d'une monnaie commune mondiale à partir des droits de tirage spéciaux du FMI. Luttés dans chaque pays, appuyés sur des pôles financiers publics et des fonds régionaux pour l'emploi et la formation, pour changer les critères de sélectivité du crédit. Et, dès à présent, luttes dans les entreprises, les services

**publics, les bassins d'emploi, les régions, pour réorienter les crédits bancaires vers le financement des investissements favorables à l'emploi, à la formation et au développement maîtrisé des territoires, au lieu qu'ils servent à alimenter le cancer financier. C'est ainsi, bien loin des solutions de facilité, qu'on pourra remplacer la construction monétaire européenne actuelle par une coopération nouvelle autour d'un euro transformé en véritable monnaie commune des peuples européens. Et ce sera une contribution essentielle à la constitution du rapport de forces indispensable pour imposer une autre construction européenne, avec de nouveaux traités.**

## **VOULOIR QUITTER LA MONNAIE UNIQUE EST UN MIRAGE DANGEREUX. .. Par P. Khalfa**

*Par Pierre Khalfa, porte-parole de l'Union syndicale solidaires, membre du conseil scientifique d'Attac.*

**La zone euro devait permettre la convergence des économies européennes, protéger les Européens de la crise et faire de l'Union européenne (UE) une zone de stabilité. Or, année après année, les économies européennes ont divergé et la crise a plus fortement touché l'UE que les États-Unis. La zone euro est soumise à une spéculation sur les dettes publiques qui est invoquée pour imposer aux populations une véritable purge sociale, mettant en péril l'existence même de la monnaie unique. 'Les marchés financiers risquent de la faire exploser en plein vol. Au lieu d'être un espace de coopération, l'UE a fait de la concurrence entre les États membres l'axe central de sa' construction. Elle s'est érigée sur un dumping fiscal et social. L'euro est pris dans une contradiction fondamentale : il est la monnaie unique d'États qui sont en guerre économique. L'UE s'est mise volontairement dans les mains des marchés financiers. Le financement des déficits budgétaires s'est opéré par le recours aux banques privées, la Banque centrale européenne (BCE) ne voulant, ni ne pouvant, les financer. L'Europe néolibérale est donc une cangue dont il faut se libérer. Mais pour quoi faire ?**

**Certains, à l'extrême droite, à droite mais aussi à gauche, prônent une sortie de l'euro et la mise en place, conjointement aux monnaies nationales, d'une monnaie commune. Selon eux il serait impossible d'avoir une monnaie unique dans un espace économique marqué par une profonde hétérogénéité. Or l'hétérogénéité des États-Unis n'est pas moindre que celle de l'UE. Cela ne les empêche pas d'avoir le dollar comme monnaie unique car existent des mécanismes de solidarité entre les États et un budget fédéral conséquent : 20% du PIB, à comparer au 1% du budget de l'UE. Le problème est donc moins l'euro que la politique de l'euro menée par une BCE hors de tout contrôle démocratique et indifférente à l'emploi, ainsi que le « corsetage » des politiques publiques par les critères du pacte de stabilité.**

**De plus, monnaie commune ou euro, le problème est le même : comment maintenir une coopération monétaire dans un contexte de guerre économique qui, avec le retour aux monnaies nationales, se transformerait en guerre monétaire européenne ? La question que nous devons nous poser est de savoir si une sortie de l'euro permettrait ou non plus de solidarité. La réponse est facile à concevoir. Dans une Europe avec des gouvernements qui, quelle que soit leur couleur politique, se refusent à remettre en question en quoi que ce soit la logique du capital, l'éclatement de la zone euro conduirait à une série de dévaluations compétitives. Chaque pays essaierait de prendre des parts de marché à ses voisins, une telle orientation se traduisant d'ailleurs par un jeu à somme nulle, dans une Europe dont les économies sont intégrées. Loin d'induire plus de solidarité entre les peuples, il se traduirait par encore 'plus de concurrence, de dumping social et fiscal, avec pour conséquence une aggravation des tensions xénophobes et nationalistes.**

**La sortie de l'euro s'avère un mirage dangereux. Que faire, donc ? Certainement pas ce que sont en train de nous concocter la Commission et les gouvernements, qui veulent modifier le traité de Lisbonne en catimini pour pouvoir durcir encore les politiques antisociales. Il faut, au contraire, s'atteler à un processus de refondation radicale de l'UE afin de délivrer celle-ci des marchés financiers et la mettre au service des peuples. Les voies pour y arriver ne peuvent**

**être déterminées a priori. Elles dépendront pour une large part des évolutions de la crise interne de l'UE et des situations politiques dans les différents États membres. Ainsi, un pays, ou un groupe de pays, souhaitant réellement rompre avec le néolibéralisme sera sans aucun doute soumis au diktat conjoint des marchés et des règles actuelles de l'UE. Ne pas y céder et provoquer, si nécessaire, une crise dans l'UE sera alors la condition pour entamer un processus de transformation sociale. Mais un aspect mérite d'être souligné : rien ne sera possible sans de puissantes et pérennes mobilisations sociales et citoyennes au niveau européen qui bouleversent les rapports de forces actuels.**